

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** - (2011)  
**Heft:** 1930

**Artikel:** Trop d'épargne tue la croissance  
**Autor:** Erard, Lucien  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1025830>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 06.02.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

Shanghai mardi dernier, le socialiste Christoph Brutschin, conseiller d'Etat de Bâle-Ville en charge de l'économie, du social et de l'environnement, a eu tout loisir de méditer sur le communiqué dont il avait pris connaissance avant son départ, par un appel personnel du directeur de Novartis Suisse. On imagine que, depuis plusieurs jours, le représentant du gouvernement bâlois observe non seulement avec intérêt mais aussi une certaine inquiétude les développements de la métropole chinoise, désormais concurrente de taille pour le siège de la pharmacie helvétique.

Novartis assure «*conserver son attachement à la Suisse*» où le groupe emploie

environ 12'500 collaborateurs, dont une proportion inconnue au bénéfice d'une convention collective, sur treize sites différents. De fait, il poursuit ses investissements dans notre pays, sur son gigantesque Campus Vision 2030 à Bâle (10'000 places de travail) comme sur les sites de Schaffhouse et de Stein AG ainsi que de Rotkreuz ZG où seront regroupés 400 emplois venus de Berne et de deux autres sites dans le canton de Zoug où, simple coïncidence à motivation fiscale, réside Daniel Vasella, président de Novartis. La construction d'un nouveau centre de formation également en terre zougoise dépend d'un vote populaire prévu pour le 27 novembre et d'éventuels recours.

Le franc fort défavorise

évidemment moins les investissements en Suisse qu'il ne contrarie les ventes à l'étranger. La désindustrialisation de notre pays, où le secteur secondaire représente encore tout juste 23% des entreprises et 30% de la main-d'œuvre et une part importante des exportations, se poursuit comme chez nos voisins. Quant aux activités de services, en particulier celles du tertiaire financier, elles se caractérisent par une croissance générale et continue, mais fort différenciée d'une branche à l'autre. Le cas de Novartis, qui se dit entreprise citoyenne <sup>6</sup>, mérite réflexion au-delà des événements en cours, significatifs des imbrications d'un capitalisme décidément difficile à surmonter.

## Trop d'épargne tue la croissance

Lucien Erard • 30 octobre 2011 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/18825>

### Moins épargner, consommer et investir davantage: les défis de la décennie

Politiques de relance et déficits budgétaires ont permis aux Etats-Unis et à de nombreux pays européens d'assurer la croissance de l'économie mondiale et le maintien d'un niveau d'emploi acceptable. Durant des décennies, ces politiques sont parvenues à compenser l'excédent d'épargne des entreprises, des particuliers, des fonds de pension et des Etats à balance des paiements excédentaire – Chine, pays du

Golfe notamment, mais également la Suisse et ses quelque 800 milliards de francs du 2ème pilier ainsi que sa balance positive en quasi permanence.

La confiance dans la solidité du dollar et de l'euro et dans la solvabilité des économies occidentales a brutalement été remise en question après la crise de 2008, comme si l'on avait tout à coup découvert le niveau d'endettement de certains pays et ses risques pour les créanciers et surtout les banques. Dans un système financier international devenu

totallement opaque, proche des jeux de casino, cette perte de confiance a suffi à priver de fonds les pays les plus endettés et surtout les banques qui les financent.

Comment réorienter ces capitaux vers des investissements productifs? Comment les Etats peuvent-ils continuer d'investir s'ils n'arrivent plus à emprunter? L'Europe se mobilise certes en garantissant les emprunts de ses membres les plus endettés pour rassurer les créanciers et, comme les Etats-Unis, en faisant fonctionner la planche

à billets. Et les pays créanciers, à commencer par la Chine, ont compris qu'une crise mondiale les frapperait directement et sont prêts à soutenir les Occidentaux. Mais le prix à payer pour regagner la confiance des marchés passe par la réduction des dépenses publiques, avec des conséquences dramatiques sur les revenus et l'emploi. Dans ces conditions, il est impossible de conduire une politique de croissance économique et d'espérer un retour à l'équilibre budgétaire.

Cet excédent d'épargne résulte en partie d'une répartition trop inégale des revenus (DP 1926<sup>9</sup>). Au bas de l'échelle des salaires, on est obligé de restreindre sa consommation; alors que les très hauts revenus, ayant atteint le seuil de satiété, épargnent et font fructifier le surplus dans des opérations financières économiquement improductives. Voilà qui

justifie une harmonisation fiscale, sans laquelle on ne peut taxer équitablement les riches et les multinationales et fournir aux Etats les moyens de leur action. Par ailleurs la lutte contre la spéculation inciterait les détenteurs de capitaux à investir à nouveau dans la production.

L'adaptation des taux de change, qui permettrait aux Etats-Unis et à l'Europe de rééquilibrer leur balance des paiements, ne peut venir que des pays excédentaires. Ceux-ci doivent ainsi rendre leurs produits moins compétitifs et accroître leurs importations. Pour la Suisse, les marchés s'en sont chargés. Pour la Chine, c'est l'objet d'après négociations.

Faute d'une gouvernance mondiale capable d'organiser une meilleure répartition des richesses, ce sont les marchés qui imposeront une diminution de l'épargne. En effet, la chute de la bourse, le

défaut de paiement de dettes souveraines, les pertes des spéculateurs sur les instruments financiers, les matières premières, les monnaies et l'or vont faire fondre les actifs de nombreux épargnants et des caisses de pensions basées, comme notre deuxième pilier, sur la capitalisation.

Keynes nous a appris que l'épargne ne doit pas dépasser l'investissement si l'on veut maintenir la croissance et le plein emploi. En d'autres termes, il faut que l'ensemble des revenus soient consommés ou investis. Tel n'est plus le cas depuis longtemps, d'où l'obligation pour les Etats de soutenir la conjoncture en augmentant leurs dépenses. A ce jeu, ils se sont surendettés. Il faut donc aujourd'hui amener ceux qui épargnent à davantage consommer ou investir: c'est une question de survie.

**Ce journal et le site sont publiés par la SA des éditions Domaine Public**

P.A. Alex Dépraz - Chemin de Chandieu 10 - CH 1006 Lausanne - CP 10-15527-9 Lausanne

## Liens

1. <http://www.domainepublic.ch/pages/1930#>
2. <http://www.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis348t.html>
3. <http://www.woz.ch/artikel/2010/nr04/schweiz/18880.html>
4. <http://www.ethosfund.ch/>
5. <http://www.novartis.ch/media/releases/fr/2011/1557531.shtml>
6. <http://www.novartis.ch/fr/citizenship/social-responsibility.shtml>
7. <http://www.lavieeconomique.ch/fr/>
8. <http://www.envoituresvp.ch/fr/actualites/news.html?duid=33&L=0&cHash=d18abc16062aef63c3736048eaf1ae9b>
9. <http://www.domainepublic.ch/articles/18614>
10. <http://www.domainepublic.ch/articles/18299>